

M. l'Orateur: Comme l'honorable député n'attend pas une réponse aujourd'hui, je lui conseille d'inscrire sa question au *Feuilleton*. Qu'il me soit permis de faire observer qu'à l'appel de l'ordre du jour on pose des questions qui sont fort longues. Celles qu'on peut poser à l'appel de l'ordre du jour doivent être urgentes, brèves, et n'exiger que de courtes réponses. Je prie les honorables députés de s'efforcer de respecter le Règlement à cet égard.

M. McLure: Ma question était courte. J'imagine que le ministre des Pêcheries y aurait répondu s'il avait été ici.

M. l'Orateur: La question de l'honorable député n'était probablement pas plus irrégulière que certaines autres. Dans son cas, l'adjoint parlementaire, qui est ici, pourrait considérer la question comme un préavis et y répondre demain.

M. J. Watson MacNaught (adjoint parlementaire au ministre des Pêcheries): Je le ferai volontiers.

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre passe à la suite de la discussion, interrompue le mardi 10 avril, sur la motion de l'honorable Douglas Abbott (ministre des Finances) invitant l'Orateur à quitter le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

M. J. M. Macdonnell (Greenwood): Monsieur l'Orateur, nous traversons une période si critique dans l'histoire de notre pays et de la civilisation que quiconque garde le sens des responsabilités ne voudra s'ériger en censeur à seule fin de marquer des points. Que nous ayons ou non l'heur d'échapper à la guerre, il est tout probable que les historiens tiendront le printemps de 1951 pour une période particulièrement critique.

Que notre regard se porte sur l'extrême Orient, le proche Orient ou sur notre continent,—sur la Corée, l'Iran ou Washington,— nous constatons que se précipitent des événements lourds de dangers.

Cette situation même nous oblige à nous occuper loyalement de l'état de choses que nous avons sous les yeux. Nous mesurons tous l'ampleur de la tâche dont est chargé le ministre, mais c'est précisément l'ampleur de cette tâche qui rend les décisions du ministre des Finances si lourdes de conséquences, heureuses ou malheureuses, pour le citoyen canadien.

De graves problèmes se posaient en temps de guerre, mais l'homme se rendait compte

[M. McLure.]

qu'il vivait des heures extraordinaires, qu'il relevait un défi, résolu à l'effort et au sacrifice, plein de courage et de patience. Aujourd'hui, nous sommes presque menacés du même danger, mais le même esprit n'y est pas. Il se déroule de graves événements, mais il est permis de douter que nous ayons la largeur de vues nécessaire. Il nous faut pourtant retrouver l'esprit voulu, mais où que nous cherchions, nous ne le découvrons guère.

Des expressions stéréotypées nous viennent à l'esprit; ce sont des clichés, mais ils sont vrais. "Un peuple qui ne voit pas loin dans l'avenir, périt." Nous sommes certes en droit de nous attendre que ceux qui ont été choisis pour guider la population, voient loin dans l'avenir.

Il est vrai que le ministre a souvent employé ces mots d'admonitions: épargne, travail et modération. Mais le Gouvernement ne fait pas entendre la voix de l'autorité et de l'inspiration, et nous avançons à tâtons dans l'obscurité.

Le ministre des Finances (M. Abbott), dans la petite homélie qu'il a prononcée à la fin de son exposé, a prononcé une parole avec laquelle nous sommes tous d'accord:

Ce soir se présente l'occasion annuelle d'établir en termes monétaires le coût de nos mesures. Ce prix est élevé.

Nous pouvons accepter ces déclarations du ministre. Je n'hésite pas à dire que le prix est élevé. Il aurait été tel de toute façon, même si on avait pris toutes les mesures requises. Il sera cependant plus élevé qu'il n'aurait dû l'être. Je veux aussi démontrer à la Chambre et au pays en général que, dans l'état actuel des choses, nous n'obtiendrons pas ce pourquoi nous payons. Je m'expliquerai plus tard à ce sujet.

Deux grands problèmes se posent, a dit le ministre: la poursuite de la paix et l'arrêt de l'inflation. On peut dire que les ministres de la Défense nationale et de la Production de défense sont chargés de la poursuite de la paix, autrement dit de la réalisation de notre programme relatif à la production de défense, tandis que le ministre des Finances doit faire face à l'autre grand problème l'inflation.

Staline aime rappeler que Lénine déclarait que la façon de renverser un état capitaliste, c'était d'en avilir la monnaie.

Nous pouvons être certains que Moscou ne manquera pas de se rendre compte des difficultés qui se présentent à un régime d'économie libre quand un vaste programme de défense est lancé au moment où l'embaufrage est à son maximum, où des facteurs d'inflation se font déjà sentir. Si nous rappelons que, de janvier à septembre l'an dernier